

Crise malienne : origines, développements et répercussions dans la sous-région

*Dr. Bakary Samba, Enseignant-Chercheur Université Gaston Berger, Saint-Louis (Senegal),
Senior Fellow, European Foundation for Democracy (Brussels)*

La crise malienne est très complexe dans le sens où elle est entourée d'ambiguïtés. Elle a une dimension interne et affecte la souveraineté du Mali dont la cohésion territoriale est menacée mais elle fait aussi planer des inquiétudes sur une bonne partie du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. C'est donc une crise à double facette : une dimension institutionnelle depuis le coup d'Etat ayant provoqué la chute du Président Amadou Toumani Touré aggravée par la prise du Nord du pays par le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad (MNLA). Mais cette crise est rendue plus difficile à résoudre par la multiplicité des acteurs et des groupes qui y sont impliqués notamment les éléments d'AQMI (Al-Qaida au Maghreb islamique). Récemment, la naissance du MUJAO (mouvement pour l'unicité et le Jihad en Afrique de l'Ouest) donna au conflit une dimension sous-régionale nourrissant toutes les craintes d'instabilité en Afrique de l'Ouest.

Mais la problématique centrale qui reviendra dans tous les aspects et angles d'approche du conflit reste la viabilité de l'Etat africain ainsi que le choc entre le principe de souveraineté et la transnationalité des acteurs non institutionnels. C'est pour cela, une analyse politique de la situation malienne ne serait complète sans une prise en compte de cette dimension ainsi que des nouvelles interrogations qu'elle repose notamment en termes de sécurité humaine et de prospective sur la stabilité sous régionale.

Après un état des lieux synthétique, un rappel des faits et du contexte socio-politique ayant abouti à un tel drame, nous reviendrons sur les difficultés liées au règlement d'un tel conflit avant de nous pencher sur l'analyse des éventuelles répercussions dans la sous-région.

I- Etat des lieux : Une situation politico-sécuritaire confuse

La crise malienne est marquée par la manière dont l'Etat central a été vite anéanti. C'est le 17 janvier 2012, qu'une rébellion armée a réussi à chasser les forces maliennes du Nord du pays. Un coup d'Etat déposait le président Amadou Toumani Touré (ATT) dès le 22 mars. La conjonction de ces deux événements a enfoncé le Mali dans une profonde crise menaçant les équilibres politiques à l'interne mais aussi la sécurité dans la région. Dès le déclenchement de la crise malienne s'est posée la question d'une intervention armée extérieure avec ses risques et incertitudes. Pour certains analystes, la communauté internationale devait privilégier le dialogue pour une éventuelle sortie de crise. Pour d'autres, il reviendrait à la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) de mener une médiation, prenant en compte les équilibres sociaux pour ne pas creuser les divergences de la société malienne. L'objectif premier a d'abord été de crédibiliser les institutions politiques pour une transition pouvant restaurer l'Etat et ses forces de sécurité rudement éprouvées par le coup d'Etat et l'occupation du Nord. Pour une bonne partie des décideurs ouest-africains, des mesures sécuritaires concertées au niveau continental doivent être prises pour que le Nord-Mali ne devienne pas, sous l'effet

d'actions de groupes armés ou terroristes, un nouvel épicode de la guerre contre le terrorisme.

Le cadre de transition mis en place par la CEDEAO à la suite d'après négociations avec la junte militaire dirigée par le capitaine Amadou Haya Sanogo n'a jusqu'ici permis d'arriver à un ordre politique faisant l'unanimité. Pendant ce temps, la junte militaire commence à s'attirer la sympathie de certaines couches sociales en surfant sur le mécontentement de la population envers le régime d'Amadou Toumani Touré. Même l'actuel Président de transition a du mal à se départir de l'image négative du régime de Touré qui lui colle, paradoxalement, à la peau. En fait, le président intérimaire Dioncounda Traoré, était jusqu'au coup d'Etat de mars dernier, à la tête de l'Assemblée nationale. D'ailleurs, le 21 mai 2012, ce dernier a fait l'objet d'une agression physique, attribuée aux partisans des putschistes dans l'enceinte même du Palais présidentiel sur la colline de Koulouba et fut transféré en France pour raisons médicales. L'appareil militaire a tellement été déstructuré dans un contexte où, en même temps, les autorités civiles de transition incarnées par le gouvernement du Premier ministre Cheick Modibo Diarra se sont affaiblies. Une telle situation confuse ne permet pas d'envisager une restauration de l'intégrité territoriale par les forces maliennes. Tous les experts militaires de la région s'accordent sur le fait qu'une telle restructuration serait un facteur de risques qui peuvent dépasser le territoire malien pour s'enliser en touchant toute la sous-région et ses fragiles équilibres.

Dans le nord du pays, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), n'a presque plus d'existence politique et est largement dépassé par un groupe armé islamiste, Ançar Dine, sous l'égide d'un nommé Iyad Ag Ghali, un chef touareg voulant se venger de sa marginalisation lors de la constitution du MNLA. Rappelons aussi, paradoxalement, que c'est le Président Amadou Toumani Touré, déchu, qui, en 2009 le nommait vice-consul du Mali à Djeddah. Rappelons qu'Iyad Ag Ghali est un ancien leader de la rébellion touareg au Mali dans les années 90. Il s'est, peu à peu, tourné vers la religion avec une pratique de plus en plus fondamentaliste. Agé d'une cinquantaine d'année, il est issu de la tribu des Iforas, dans la région de Kidal. Il s'appuiera sur des éléments d'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) pour prendre la ville de Tombouctou. En s'imposant au Nord, son mouvement, Ançar Dine. Dès le 3 avril l'un des chefs connus d'AQMI, Mokhtar Belmokhtar (dit le borgne) aurait été aperçu dans la ville. Des rumeurs, démenties, à l'époque, par un responsable religieux de Tombouctou, évoquent une rencontre entre les principaux chefs d'AQMI au Sahel (Abou Zeid, Belmokhtar et Yayah Abou Al-Hamman) et les imams des trois grandes mosquées de la ville.

En effet, pour consolider son ancrage, Iyad Ag Ghali s'est vite rapproché des imams de la ville pour leur demander de l'aider à instaurer la charia. La stratégie d'Ançar Dine n'est pas sans rappeler celles des Talibans afghans. Les milices d'Ag Ghali se sont empressés de ramener l'ordre, et avec l'aide d'AQMI, de distribuer des vivres à la population pour paraître comme les nouveaux « sauveurs » d'un Nord du Mali, longtemps victime de marginalisation.

C'est ainsi que le chef d'Ançar Dine a pu établir un pacte, avec une variété d'acteurs armés préexistants : des milices arabes et touareg soutenues, par le passé, par le

régime de Bamako et, surtout, avec la nébuleuse Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI), auteur de multiples enlèvements et assassinats d'Occidentaux en Mauritanie au Mali et au Niger. En plus des attaques répétées perpétrées contre les armées régulières de la région, les éléments d'Al-Qaida au Maghreb islamique sont notamment impliqués dans les trafics en tous genres et les actes criminels transfrontaliers.

C'est dans ce sens que nombre d'observateurs voient le Nord-Mali comme un vaste espace potentiellement propice à l'accueil de combattants djihadistes de toutes nationalités. Il est vrai que la déliquescence du pouvoir malien après le putsch ayant renversé ATT facilite ce projet. D'autant que l'embargo décidé par la CEDEAO pourrait placer rapidement les forces armées régulières en situation de pénurie, alors que les équipes d'Ançar Dine pourraient bénéficier des filières logistiques d'AQMI pour conserver leur mobilité. Des sources sécuritaires évoquent plusieurs cas d'étrangers, ouest-africains, déjà présent sur les camps d'entraînement djihadistes dans le Nord du Mali. Malgré une certaine accalmie au mois de juillet, l'on semble évoquer, à nouveau, le projet islamiste d'une prise intégrale du Mali. La situation actuelle avec des forces maliennes ayant déserté le Nord reposerait avec acuité la menace AQMI pour des pays limitrophes. Rappelons que durant l'été 2011, des affrontements entre AQMI et des troupes maliennes et mauritaniennes semblaient avoir contraints AQMI à se replier dans ses sanctuaires sahéliers (notamment vers l'Adrar des Iforas). La situation actuelle leur redonne des marges de manœuvres pour frapper en Mauritanie ; un objectif toujours en bonne position dans les actions d'AQMI-Sahel. La prise de l'ensemble du pays par Ançar Dine permettrait à ses alliés de disposer de bases-arrières pour frapper le Sénégal, le Burkina Faso ou la Côte d'Ivoire.

Cette situation confuse qui risque de déstabiliser la sous-région est due à plusieurs facteurs historiques et politiques endogènes qu'il serait important, d'analyser avant d'en arriver aux répercussions imprévisibles.

II- Aux origines de la faiblesse politique de l'Etat malien

Comme tous les pays anciennement colonisés, l'Etat malien a hérité de réalités politiques non favorables à une cohérence de son ensemble territorial. Il faudra y ajouter le facteur ethnique qui n'a pu faciliter l'intégration harmonieuse de toutes les composantes de l'Etat.

a- L'éternelle question nomade :

Le Mali se trouve ainsi confronté au problème de l'homogénéisation que doit imposer la forme politique de l'Etat- Nation, une création conceptuelle de l'Europe du 19^{ème} siècle. Le principe de la construction d'une citoyenneté désincarnée n'a pu fonctionner surtout avec les conséquences des perturbations antérieures (esclavage, colonisation etc) et de la déstructuration socio-économique consécutive aux nouvelles frontières artificielles. A leur indépendance les pays africains ont adopté le principe de « l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation ». Dans la manière dont les frontières ont été dessinées, les Etats africains n'avaient donc pas pris en compte la question de la gestion des populations dans leur diversité et leurs différentes

réalités socio-politiques. Lorsque, dans les années 70, les séries de sécheresse frappèrent la région sahélienne dont le Mali, les populations des zones les plus exposées à ce fléau se considérèrent comme marginalisées et non assistées par l'Etat central.

Au Mali, ce sont les populations dites Touarègues qui se retrouveront dans cette situation. De plus, ces catégories nomades ne s'accommodant pas de frontières « artificielles » se trouvent sur une aire de peuplement s'étendant au-delà des limites formelles de l'Etat. Ce facteur de dissémination sur plusieurs Etats voisins n'a pas été pris en compte dans le processus de la mise en place de l'administration centrale du Mali indépendant. En effet, cet état, a, depuis le début péché par l'incapacité d'instaurer un modèle socio-économique capable d'une gestion rationnelle des différences et d'une réponse adéquate aux demandes différenciées des multiples composantes de la population malienne. Les conjonctures de l'économie mondiale conjuguées aux différentes politiques d'ajustement imposées par les bailleurs de fonds ont aggravé cette situation. Déjà, dans les années 60, une vague de contestation avait secoué les régions du Nord peuplées par les Touarègues jouant sur la proximité ethnique avec des populations frontalières comme celles du Niger et de Libye. Ce dernier pays, sous Kadhafi, avait beaucoup encouragé de telles manifestations et revendications irrédentistes. Ces mouvements transfrontaliers ont davantage affaibli les Etats concernés et instauré des zones de non droit échappant aux différents ordres étatiques (Mali, Niger, Mauritanie). Mais la situation du Mali sera rendue plus complexe avec une certaine instabilité politique aux effets sporadiques malgré l'espoir d'une démocratie qui cherche encore ses marques.

b- Mali : Crises et contradictions d'une « démocratie » en gestation :

En 1991, le dictateur Moussa Traoré est évincé du pouvoir par un général du nom d'Amadou Toumani Touré plus connu par ses initiales : ATT. Il sera l'auteur d'une transition démocratique exemplaire sur tout le continent africain. A la suite de cette transition, et des élections auxquelles ATT s'abstint de participer, Alpha Oumar Konaré arrive démocratiquement au pouvoir, effectuera deux mandats avant de quitter, à son tour, la tête de l'Etat de l'Etat malien. Ce fut la période où le Mali figurait sur la liste restreinte des Etats africains démocratiques.

C'est en 2002 qu'ATT revient au pouvoir par la voie des urnes après un retrait volontaire salué, à l'époque, par le monde entier. ATT instaura alors une politique de décentralisation, autonomise un peu plus certaines régions et signa des accords de paix avec les structures représentatives des populations touarègues. Des contestations persistent et ce, malgré les différents accords, notamment, celui sur l'intégration des « rebelles » touareg qui avaient été désarmés dans un climat de confiance assez satisfaisant pour toutes les parties.

Par la suite, la situation commença à se détériorer et des facteurs exogènes sont venus se greffer aux difficultés politiques internes. Les difficultés liées au contrôle d'un vaste ensemble territorial refont rapidement surface, cette fois-ci aggravées par les désertions de Touaregs antérieurement incorporés dans l'armée malienne.

La guerre de Libye qui éclata dans un contexte de troubles n'arrangera pas les choses si l'on garde présent à l'esprit que la Libye fut toujours considérée comme une zone de refuge naturel pour les combattants du MNLA. C'est d'ailleurs ce qui expliqua l'engagement des éléments Touaregs auprès des troupes fidèles à Mouammar Kadhafi. Il faut noter, à ce sujet, que le retour des combattants Touaregs au Mali a été interprété par nombre d'analystes comme un signe de faiblesse du pouvoir d'ATT. Mais d'un autre côté, il faut comprendre que le président malien voulait jouer à l'apaisement et de la conciliation. Mais il n'avait pas prévu tous les effets de cette situation où son armée se retrouvera rapidement en face de combattants Touaregs surarmés et mieux équipés. Tous ces éléments viennent s'ajouter à ce qui semble être une mauvaise gestion de la question Touareg notamment l'absence notoire d'investissements publics majeurs dans le Nord (au contraire du Niger par exemple)

A partir de ce moment, s'affiche au grand jour les faiblesses d'une armée malienne « déséquilibrée » : une véritable « armée mexicaine » sous ATT avec, d'une part, une cinquantaine d'officiers généraux embourgeoisés et ignorant les réalités du terrain et de l'autre, des hommes de troupes livrés à eux-mêmes, sous équipés (ou du moins avec des armes inadaptées au vaste territoire).

Voilà qui explique, en grande partie, la déroute militaire face aux rebelles du MNLA. ATT avait-il négligé ces éléments lorsqu'il laissait revenir triomphalement au Mali tous les vétérans de la guerre de Libye alors que, paradoxalement, des pays sahéliers frontaliers de la Libye comme le Niger et le Tchad ont réussi le désarmement des troupes lourdement armées en repli. Toutefois, on pourrait retenir à la décharge de ATT, le contexte de fin de mandat qui expliquerait, peut-être, l'absence évidente de prospective notée. Mais le rôle de l'armée malienne reste la question centrale dans cette crise aux lourdes conséquences et qui n'est qu'à ses débuts.

II- Un conflit aux lourdes conséquences sur la sécurité humaine dans le Sahel

Avec la défaite de l'armée malienne dans le Nord du pays, c'est toute le Sahel qui sera confronté à l'accentuation des menaces en tous genres. Déjà, une immense zone de trafics et de contrebandes s'étendait à partir du Nord Mali pour toucher toute l'Afrique de l'Ouest jusqu'au Maroc voire l'Égypte. Rappelons l'avion, en provenance d'Amérique du Sud, dénommé, désormais, « Air Cocaïne » qui atterrissait sur une piste aménagée au Mali en 2009. Cet événement surprenant remit à l'ordre du jour la question de l'impossible contrôle du territoire malien par l'Etat central. Aussi bien les groupes islamistes que les narcotrafiquants trouvent là un no man's land favorable aux trafics, à la prise d'otages et aux entraînements de djihadistes. Pour Hacem Ould Labett dans « *Généalogie de d'Al-Qaida au Maghreb islamique* », la porosité des frontières ajoutée à la coopération entre islamistes radicaux et narcotrafiquants aboutira à la naissance d'une « zone grise » dans cette vaste étendue du Sahel. Les faits récents comme le rapt d'otages, les assassinats ainsi que les attentats en Mauritanie montrent déjà une organisation sophistiquée de la part de ces groupes incontrôlés. Pendant ce temps les problèmes liés à la sécurité humaine comme la sécheresse et son corollaire, la crise alimentaire, restent sans solution.

Les observateurs sont unanimes : si cette crise perdure avec une opération militaire à l'issue incertaine on risque d'assister à l'accentuation de la crise alimentaire dans toute la sous-région. A titre d'exemple, l'ONU a estimé récemment que près d'un million de Sénégalais sont menacés par la crise alimentaire au Sahel. Les réfugiés ont pour le moment convergé vers d'autres pays comme le Niger et la Mauritanie avec les conséquences sur les équilibres politiques des pays respectifs.

On ne peut, pour le moment, mesurer les conséquences du rôle joué par le Sénégal voisin, notamment, avec exfiltration et l'accueil ATT. Avantages ou craintes pour l'axe Bamako-Dakar ? Tout dépendra du sort qui sera réservé, dans la durée, à la Junte militaire.

Sur le plan diplomatique, déjà des « effets indirect » de cette crise du Sahel qui coïncide avec le retour en force de la Côte d'Ivoire sur la scène sous-régionale. En concurrence avec le Sénégal pour le leadership. Ces rivalités qui se dessinent dans le processus de règlement du conflit reposent avec acuité la capacité ou non de la CEDEAO à mener à bien sa mission dans ce conflit multidimensionnel.

a- Crise malienne et enjeux sécuritaires de la radicalisation islamique dans le Sahel

La région du Sahel a la spécificité d'être à la lisière du monde arabe et de l'Afrique subsaharienne. Elle est naturellement soumise aux influences arabes surtout que par le biais de l'islam, les connexions sont facilitées par un certain nombre de facteurs avec une particulière manipulation du facteur religieux à tous les desseins (Sambe, 2003 : 28). L'illusion longtemps entretenue d'une région subsaharienne en dehors des influences et des courants traversant les mondes arabe et musulman est contredite aussi bien par l'histoire mais aussi les événements auxquels nous assistons depuis la fin de la guerre froide. En fait le Sahara n'a jamais été une barrière infranchissable mais une « mer intérieure qui a toujours invité à passer d'un rivage à un autre », comme disait Henri Labouret.

Lorsque le phénomène AQMI s'est déclaré dans les sociétés maghrébines, il fallait aussitôt s'attendre à son extension au sud du Sahara. S'y ajoute qu'une certaine reconfiguration géopolitique a fait de cette région du Sahel une zone très convoitée aussi bien sur le plan stratégique qu'économique, au regard des richesses minières et énergétiques dont elle regorge. Pour dire qu'une confrontation des intérêts divergents va irrémédiablement y occasionner des troubles. Aussi, la lutte d'influences idéologique sur fond de chocs de modèles religieux va-t-elle s'y accentuer. Les nombreuses alertes sur l'enjeu d'une telle confrontation idéologique n'ont commencé à faire écho qu'avec l'apparition des groupes islamistes radicaux et, surtout, les actions terroristes et les prises d'otages dans cette vaste zone aux frontières poreuses.

2- Au-delà d'AQMI au Mali : un vieux projet de zone wahhabite dans le Sahel

Il y a une véritable stratégie de conquête développée par l'Arabie Saoudite avec la multiplication d'organismes spécialisés financés par elle et qui essayent de coordonner les actions de prédication sous différentes formes. Ces organismes

essayent de prendre la forme d'organisations internationales avec une certaine représentativité afin d'acquérir la respectabilité et surtout le statut privilégié des ONG sur la scène internationale où les rapports se privatisent de plus en plus.

Ainsi, des mouvements de différentes natures vont se multiplier et vont s'imposer comme la courroie de transmission de l'idéologie wahhabite surfant sur la contestation de l'islam confrérique ou traditionnel tel que connu dans plusieurs régions du Sahel (Sambe, 2005 : 18).

Les tenants du wahhabisme international ont longtemps travaillé sur un projet de zone d'influence wahhabite en Afrique. Pourtant, les nombreuses alertes n'ont jamais poussé à des mesures préventives face à un phénomène qui inquiète aujourd'hui tous les pays du Sahel. Cette zone d'influence d'un islam radical est clairement identifiable aujourd'hui. Il s'agit de la ligne Erythrée, Khartoum encerclant l'Ethiopie « chrétienne » en passant par Ndjaména et traverserait, les actuelles provinces du Nord Nigeria appliquant la « *Sharî'a* », le Niger et le Mali, sous effervescence islamiste, pour aboutir au Sénégal, seul pays d'Afrique noire ayant accueilli par deux fois le Sommet de l'OCI et siège régional de la Ligue islamique mondiale entre autres. Jusqu'ici, l'action des mouvements islamiques soutenues par des bailleurs du monde arabe se limitait à une concurrence aux Etats dans les domaines de l'Education et des œuvres sociales au regard des difficultés des gouvernements respectifs à satisfaire les besoins des populations.

Mais avec les récents bouleversements dans la sous-région et les conséquences découlant de l'alliance entre les groupes djihadistes (comme AQMI anciennement GSPC) et la nébuleuse Al-Qaeda, ces mouvements commencent à être des sources d'inquiétudes. L'idéologie salafiste et wahhabite avec ses penchants djihadistes et violents étant bien ancrée dans la sous-région, il peut arriver, à tout moment que des éléments incontrôlés passent de la pensée à l'action.

III- Prospective : Au-delà du Mali, les pays du Sahel cibles naturelles du terrorisme

Comme souligné plus haut, AQMI vise à atteindre les intérêts occidentaux dans la zone du Sahel. Le Sénégal qui quelques similitudes avec le Mali, présente une certaine particularité dans ce contexte. Tout en symbolisant la profondeur africaine des pays et organisations arabes et islamiques (OCI, ISESCO, Ligue islamique mondiale, Appel Mondial Islamique, libyen), il demeure un allié traditionnel des puissances occidentales. On pourrait dire la même chose de la Mauritanie, mais aussi du Tchad comme du Niger. Ces pays du Sahel présentent, de ce fait, beaucoup de similitudes avec les pays arabes (Arabie Saoudite, Emirats du Golfe, Maroc, Egypte, Tunisie en pleine transition politique etc.) visés par Al-Qaeda qui les considère comme des « agents » de l'Occident.

De plus, les actes posés, par ces pays, sur le plan diplomatique ne semblent pas accompagnés de dispositions nécessaires sur les plans sécuritaire et du renseignement intérieur et militaire. Il est sûr que la nature des menaces comme celle de l'AQMI et des groupes transnationaux (Constantin, 1994 : 154) avec une nouvelle conception des espaces territoriaux, exige une expertise pluridisciplinaire et non plus seulement sécuritaire.

Cette expertise devra nécessairement prendre en compte, non seulement, les aspects géopolitiques, mais la dimension idéologique et sociologique d'un phénomène multiforme. Il ne semble pas en être le cas, pour le moment, au sein des services de sécurité des pays sahéliens alors qu'on peut s'interroger sur l'existence éventuelle d'un terrain favorable au déploiement de groupes comme l'AQMI. Il y aurait, à notre sens, assez d'éléments pour qu'émergent à tout moment, dans les différents pays sahéliens, **deux types de relais : idéologique** et éventuellement, **opérationnel** et ce, malgré les assurances d'un système confrérique ou d'un islam traditionnel aujourd'hui cible des islamistes (Tombouctou) et qui étaient considérés comme paravents et remparts plus ou moins durable contre la radicalisation.

Les spécialistes français de l'islam africain, sont, pour beaucoup, restés sur une scission binaire du champ religieux sénégalais : un islam confrérique concurrencé ou contesté par des mouvements réformistes proches des Frères Musulmans ou d'obédience salafiste wahhabite d'émanation saoudienne. Sous certains aspects, ils n'ont pas tenu compte de l'évolution de ce champ ainsi que l'interpénétration des courants comme des itinéraires mixtes des acteurs.

Le Sahel : un terrain idéologiquement déjà conquis ?

Selon cette configuration, beaucoup croient encore en un islam confrérique soufi en tant que rempart contre l'extrémisme islamiste. Cette force des confréries, notée dans des pays comme le Sénégal ne fait plus le poids au Mali ou encore au Niger où est implantée l'Université islamique du Sahel sous contrôle idéologique wahhabite.

Il est vrai que des leviers de médiation comme les marabouts, au Sénégal, et autres chefs religieux existent qui limitent l'impact de l'assaut idéologique wahhabite avec ses pétrodollars par le biais du travail social des associations islamiques. Ces dernières investissent les domaines où se manifestent le plus une carence de l'Etat-providence ; l'éducation et le social. Les ressources financières commencent, certes, à se raréfier suite aux attentats du 11 septembre 2001 et la surveillance accrue doublée d'un gel important des avoirs de certains organismes bailleurs, notamment du Golfe (Arabie Saoudite, Emirats etc).

Mais on oublie, très souvent, que suite à l'émergence d'une élite arabophone (Niger, Mali, Sénégal, Tchad) issue des universités arabes et/ou islamiques contestant l'hégémonie des cadres francophones désignés comme responsables de la faillite des pays depuis l'indépendance, il y a le mythe de la « conscience islamique » traversant toutes les sphères y compris confrériques. Ce mythe s'est érigé en un véritable courant politique captant les idéologies exogènes : salafisme, wahhabisme, chiisme balbutiant, voire djihadisme. S'y ajoute que les déçus du courant confrérique d'obédience soufie, trop marqué par ses accointances répétitives avec le pouvoir politique, conformément à l'héritage colonial, se dirigent, de plus en plus, vers un islam dit « rationalisé » recrutant de plus en plus dans l'élite intellectuelle même francophone. Cela aurait conduit, paradoxalement, avec une « élitisation » de l'extrémisme, vers une sorte d'islam des « ingénieurs » comme en Algérie ou au Moyen-Orient (Frères Musulmans en Egypte, Tunisie et récemment au Maroc).

Ce courant transversal, à travers tous les pays du Sahel, est manifestement sensible aux revendications de l'islamisme mondialisé (cause palestinienne, anti-américanisme etc). Cette frange est largement renforcée par les laissés pour compte

des systèmes sociaux et économiques, habités par une misère sociale et exposés aux rudes conséquences de la crise socio-économique aggravée par le fossé grandissant entre classes dirigeantes et populations paupérisées. Ensemble, ils constituent un relais sociologique et idéologique de groupes comme AQMI.

De tels relais existent dans les milieux associatifs islamiques sans surveillance particulière (Mali, Sénégal) et dont les activités se déploient dans le domaine social et éducatif. De nombreux pays du Sahel souffrent toujours d'une dualité de son système éducatif avec l'école « officielle » francophone et la multiplication d'écoles « arabes » ou « coraniques ». Cela représente un grand danger pour ce qui est de la cohésion nationale dans le processus de la construction de l'Etat sous sa forme jacobine.

Les Etats sahéliens ne semblent pas saisir les enjeux d'une telle dynamique et n'ont jamais intégré cette dimension du religieux dans le cadre global d'une politique de sécurité. De temps à autre, ce sont les puissances occidentales alliés qui tirent la sonnette d'alarme. Les experts sont, aujourd'hui, nombreux qui attirent l'attention sur le danger d'un système éducatif dual avec un enseignement institutionnel géré par l'Etat et un autre parallèle qui lui échappe et qui s'ouvre aux influences saoudiennes, iraniennes et récemment turques. Ce fait est non seulement source de troubles à moyen terme mais d'une fracture sociale donnant lieu à des Etats-Nations sans ciment national. La crise malienne a, en fait, soulevé de nombreuses interrogations sur la viabilité des Etats et leur prise en charge des citoyens et de leur sécurité de manière générale.

De ce fait le règlement de la crise malienne est perçu comme une nécessité dans laquelle sont impliqués tous les Etats voisins. Malgré les rivalités diplomatiques et les positionnements en termes de leadership, les Etats de la sous-région semblent se préoccuper d'une sortie de crise rapide et concertée, même si elle est encore problématique.

IV- Le règlement de la crise malienne : l'énigme diplomatique de la CEDEAO ?

Le pouvoir confié à la CEDEAO dans cette crise l'est en vertu du principe de la subsidiarité. En fait, les Organisations Internationales et Régionales sont les premiers responsables de la prévention, du règlement et la gestion des crises et conflits qui interviennent dans leurs zones d'influence conformément à une solide jurisprudence en Afrique de l'Ouest avec l'ECOMOG au Libéria et en Sierra Leone. Mais, il apparaît, dans la gestion de cette crise, le constat général d'un cafouillage ou d'un manque évident de stratégie de la CEDEAO avant et pendant la crise.

Avant la crise : Il n'y a pas eu d'actions préventives à l'appui de l'armée malienne depuis l'incursion des « envahisseurs » alors que la CEDEAO est théoriquement dotée d'une unité d'alerte précoce pour les crises.

Toutefois, on pourrait concéder, à la décharge de la CEDEAO, le fait que le Mali ait tardé (le 3 septembre) à faire appel à une intervention militaire concertée (certainement par orgueil). Encore que cet appel émane de l'autorité de transition et non de la junte militaire plus mitigée sur cette question.

Durant toute la crise, il y a eu de nombreux Sommets tenus au plus haut niveau sans résultats palpables ; constat de l'absence d'une officine pour élaborer des stratégies adéquates au niveau de la CEDEAO.

Des précédents sont là pour illustrer cette absence de stratégie. La question de la reconnaissance de la junte militaire du Capitaine Sanogho reste très problématique. La saisine du Conseil de Sécurité pour faire endosser par la communauté l'intervention militaire programmée montre une l'impréparation notoire. Le dossier sera d'ailleurs renvoyé par le Conseil de Sécurité pour « absence d'une stratégie militaire claire de la CEDEAO ». La question sensible des armes destinées au Mali et détenues dans quelques capitales des pays membres de la CEDEAO. Est-ce une stratégie voulue ou une simple improvisation ? La question de l'implication souhaitée des troupes tchadiennes pour leur connaissance de l'environnement désertique est jusqu'ici très mal gérée par la CEDEAO. Il est à déplorer que le Tchad qui est observateur de la CEDEAO n'ait jamais été impliqué dans les consultations officielles au niveau de l'organisation sous-régionale; d'où son refus actuel de s'impliquer ; signe d'une crise profonde confiance mutuelle.

Le dossier du règlement de la crise malienne est jusqu'ici mal géré sous plusieurs aspects. Néanmoins, la CEDEAO a encore la possibilité de redorer son blason en cas d'intervention militaire réussie. Ce qui reste encore problématique avec le facteur algérien à prendre en compte. Sans l'appui logistique de ce pays, on ne peut garantir la réussite d'une opération militaire dans le Nord du Mali. Rappelons que c'est l'Algérie qui a pu empêcher, pendant des décennies, que Khadhafi s'installe dans le Nord du Mali. On pourrait trouver, néanmoins, des excuses à la CEDEAO, si on tient compte du fait que la récente crise institutionnelle qui a secoué cette organisation a eu un impact négatif sur la gestion de ce dossier. Finalement, c'est, seulement, avec l'appui des partenaires stratégiques (USA, France, ONU, UA et UE), que la CEDEAO pourrait néanmoins s'en sortir et peut-être sauver la face. On est loin de l'épilogue d'une crise multidimensionnelle aux conséquences lourdes de danger pour la stabilité de toute l'Afrique de l'Ouest.

Conclusion

La situation politique et sécuritaire demeure plus que confuse au Mali. Elle est rendue plus complexe par l'imbrication entre une situation politique à Bamako marquée par un certain flou institutionnel et une crise dans le Nord occupé représentant tout de même les deux tiers du territoire malien. Cette crise est, d'une certaine manière, la résultante de la faiblesse politique de l'Etat malien et africain en général. D'aucuns y voient l'expression des contradictions d'une « démocratie » en gestation. Mais cette crise qui perdure a la particularité d'avoir des répercussions sur la sécurité humaine dans tout le Sahel au regard de la porosité des frontières et de la transnationalité des acteurs. Ces derniers éléments semblent en faveur de la propagation du phénomène djihadiste dans le Sahel. La sous-région n'est pas, totalement, à l'abri d'une telle propagation idéologique ; l'opérationnalité étant, elle, une question de circonstances. Combinés aux données stratégiques et à l'aggravation des phénomènes liés au trafic de drogue, à la prise d'otages, ces éléments impliquent

une nécessaire prise en compte globale de la problématique « sécurité humaine » dans le Sahel.

Les errements diplomatiques dans la sous-région ajoutés au dysfonctionnement de certains services de renseignements récemment illustrés par le trafic des armes iraniennes (Sénégal-Gambie) et l'installation d'instructeurs djihadistes étrangers au Nord Mali montrent que les pays du Sahel n'ont qu'une emprise limitée sur l'évolution de la situation. L'ancrage de nombreux Etats sahéliens concernés dans le camp occidental (USA, France) et surtout la présence d'intérêt français importants en Afrique francophone font de la région du Sahel une cible naturelle. Il faudra ajouter à cela, un terrain idéologiquement favorable et des relais non surveillés sur fond de crise économique et sociale que ne manqueraient pas d'exploiter des groupes jihadistes comme AQMI, Ansaru Dine et le tout nouveau mouvement, (MUJAO), le Mouvement unifié pour le Jihad en Afrique de l'Ouest.

Pour toutes ces raisons, nous sommes en présence d'une situation géopolitique qui doit conduire à revisiter les paradigmes sécuritaires et de l'approche de la viabilité des espaces politiques : le choc entre le principe de souveraineté des Etats et la transnationalité d'acteurs défiant toutes les conceptions préétablies de l'Etat-Nation.

Bibliographie indicative :

Al-Bichri, T., 1982 : *"Mouvement national et mouvement islamiste"*, Peuples méditerranéens, 21, octobre-décembre 1982

Constantin, F. 1994 : *De l'individu à l'Etat, in Les individus dans la politique internationale*, (sous dir. Michel Girard), p.154

Ngaidé, Abderrahmane., 2008 : *Continuités culturelles et tentatives d'homogénéisation, les périphéries étatiques à l'épreuve du 21^{ème} siècle*, Annales FLSH, n°38B , pp. 221-232.

Otayek, R, 2000 : *Identité et démocratie dans un monde global*, Presse de Sciences Po, p. 164.

Sambe, B, 2003 : *L'islam dans les relations arabo-africaines*,(Thèse de doctorat, IEP Lyon,

Sambe, B, 2005 : *Pour une ré-étude de l'islam au Sud du Sahara*, in Prologues, revue maghrébine du livre, n° 34, Eté 2005

Sambe, B, 2011 : *Islam et diplomatie, la politique africaine du Maroc*, 266 p